



Assemblée générale

Distr. limitée
7 juin 2013
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Vingt-troisième session

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

**Angola, Argentine, Bélarus*, Bénin, Bolivie (État plurinational de)*, Colombie*,
Costa Rica, Djibouti*, El Salvador*, Équateur, État de Palestine*, Guatemala,
Honduras*, Kirghizistan*, Mali*, Maroc*, Mexique*, Nigeria*, Paraguay*,
Pérou, Somalie*, Sri Lanka*, Uruguay*: projet de résolution**

23/... Droits de l'homme des migrants

Le Conseil des droits de l'homme,

Réaffirmant la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui proclame que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits et que chacun peut se prévaloir de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés qu'elle consacre, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation,

Rappelant le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention de Vienne sur les relations consulaires, la Convention relative aux droits des personnes handicapées, et la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille,

Rappelant aussi les précédentes résolutions de l'Assemblée générale, de la Commission des droits de l'homme et du Conseil des droits de l'homme relatives à la protection des droits de l'homme des travailleurs migrants et les activités des différents mécanismes spéciaux du Conseil qui ont fait rapport sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des migrants,

* État non membre du Conseil des droits de l'homme.

Ayant à l'esprit le Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement devant se tenir pendant la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, qui offre une occasion unique d'élaborer un programme mondial en faveur d'une gouvernance efficace et ouverte en matière de migrations, et d'identifier des mesures visant à promouvoir le rôle des migrants en tant qu'agents de l'innovation et du développement,

Réaffirmant que toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État, ainsi que de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays,

Reconnaissant les importantes contributions économiques, sociales et culturelles des migrants pour les communautés des pays d'origine et de destination,

Réaffirmant que chacun a le droit de jouir de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales sans distinction aucune, notamment du droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne, où qu'il se trouve et quel que soit son statut migratoire,

Réaffirmant également que les États ont l'obligation de respecter le principe de non-refoulement et l'interdiction des expulsions collectives,

Reconnaissant que les États sont responsables de la promotion et de la protection des droits de l'homme de toutes les personnes, notamment les migrants en situation irrégulière, qui se trouvent sur leur territoire et sont soumis à leur juridiction,

Extrêmement préoccupé par le fait qu'un nombre important et croissant de migrants, notamment des femmes et des enfants, ont perdu la vie en tentant de traverser la frontière de manière irrégulière, et reconnaissant que les États ont l'obligation de protéger et de respecter les droits de l'homme des personnes qui tentent de franchir illicitement la frontière,

Conscient que les politiques et les initiatives portant sur la question des migrations, notamment s'agissant du contrôle aux frontières et de la gestion méthodique des migrations, doivent être conformes aux obligations internationales relatives aux droits de l'homme afin de garantir les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous les migrants,

Exprimant sa préoccupation face aux mesures qui, tout en s'inscrivant dans des politiques visant à juguler les migrations irrégulières, traitent celles-ci comme des infractions pénales et non pas administratives, ce qui a pour effet de dénier aux migrants la pleine jouissance de leurs droits de l'homme et de leurs libertés fondamentales,

Insistant sur le caractère mondial du phénomène migratoire, sur l'importance de la coopération internationale, régionale et bilatérale fondée sur le partenariat, et sur la nécessité de protéger les droits de l'homme des migrants, en particulier à une époque où la mobilité accrue tant régionale que mondiale des personnes, les changements structurels dans l'économie mondiale et la crise économique créent de nouvelles possibilités mais aussi de nouvelles difficultés pour les pays d'origine, de transit et de destination,

Soulignant que l'incrimination et des politiques migratoires restrictives augmentent les traversées irrégulières, et sont susceptibles d'accroître la vulnérabilité face à la criminalité organisée ainsi que de favoriser les organisations criminelles,

Se disant préoccupé par la détention systématique de migrants dans le cadre des politiques migratoires, le placement prolongé en détention de personnes sans perspective d'expulsion, la détention d'enfants et de femmes enceintes, et l'absence de solutions de substitution à la détention, ainsi que par le fait que les procédures de rapatriement s'accompagnent rarement des protections nécessaires,

Soulignant la nécessité pour les États d'élaborer des procédures adéquates de détention, permettant d'assurer le respect des garanties légales, de la procédure et des droits, et de développer des mesures de substitution à la détention et d'y recourir,

1. *Prend note avec intérêt* du rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants¹ et se félicite de ses travaux;

2. *Demande* aux États qui ne l'ont pas encore fait d'envisager, à titre prioritaire, de signer et de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, ou d'y adhérer, et prie le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour faire connaître et promouvoir la Convention;

3. *Se déclare préoccupé* par la législation et les mesures adoptées par certains États, qui peuvent restreindre les droits de l'homme et les libertés fondamentales des migrants, et réaffirme que, lorsqu'ils exercent leur droit souverain d'adopter et de mettre en œuvre des mesures en matière de migration et de sécurité aux frontières, les États sont tenus d'honorer leurs obligations au regard du droit international, notamment du droit international des droits de l'homme, afin que les droits fondamentaux de tous les migrants soient pleinement respectés;

4. *Demande* aux États et aux organisations régionales et internationales ayant des compétences en matière de gestion des migrations et de mise en œuvre des politiques migratoires:

a) De promouvoir et de protéger efficacement les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous les migrants, y compris, notamment, le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne, en particulier ceux des femmes et des enfants, indépendamment de leur statut au regard de l'immigration, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels ils sont parties;

b) D'adopter des mesures concrètes en vue d'empêcher la violation des droits de l'homme des migrants en transit, notamment dans les ports, les aéroports, aux frontières et aux points de contrôle de l'immigration, de former les fonctionnaires qui travaillent dans ces lieux et dans les zones frontalières afin qu'ils traitent les migrants et leur famille avec respect et conformément à leurs obligations au titre du droit international relatif aux droits de l'homme, et d'accorder une attention particulière aux femmes et aux filles, qui peuvent être exposées à des violences fondées sur le sexe;

c) De poursuivre, en vertu de la législation applicable, toute violation des droits de l'homme des migrants et de leur famille, telle que la détention arbitraire, la torture et les atteintes au droit à la vie, en particulier les exécutions extrajudiciaires, pendant le transit entre le pays d'origine et le pays de destination, et inversement, y compris au passage des frontières;

d) De réexaminer régulièrement leurs politiques relatives au contrôle des migrations et au respect des règles en la matière, compte tenu des risques qu'elles peuvent poser pour la vie des migrants, afin de tout faire pour éviter que des migrants ne perdent la vie;

e) De garantir à toutes les personnes le plein exercice du droit de jouir du meilleur état de santé physique et mentale, sans distinction aucune et, à cette fin, de fournir des soins médicaux d'urgence et les premiers secours aux migrants qui en ont besoin, quel que soit leur statut migratoire, et de créer un environnement sûr et favorable dans lequel les personnes et les organisations qui fournissent de tels soins puissent accomplir leur mission sans être en proie aux obstacles et à l'insécurité;

¹ A/HRC/23/46.

f) De veiller à ce que les dispositions législatives et administratives nationales et leur application facilitent la tâche des agents humanitaires et des défenseurs des droits de l'homme qui apportent une assistance humanitaire aux migrants en situation irrégulière, et qui défendent leurs droits fondamentaux, notamment en évitant toute criminalisation, stigmatisation, entrave, obstruction ou restriction qui soit contraire au droit international des droits de l'homme;

g) D'éviter de criminaliser les travailleurs en situation irrégulière, tant sur le plan du langage et des politiques, que dans la pratique, et d'éviter d'utiliser toute terminologie incorrecte, comme par exemple l'expression «migrant illégal»;

h) De respecter les droits de l'homme et la dignité inhérente aux migrants, de mettre un terme aux arrestations et à la détention arbitraires, de revoir les périodes de détention afin d'éviter toute détention excessive de migrants en situation irrégulière, et de ne recourir à la détention que lorsqu'il n'existe aucune autre possibilité viable;

i) De respecter en toutes circonstances le principe de non-refoulement et l'interdiction des expulsions collectives;

j) De mettre en place, s'ils ne l'ont pas encore fait, des mécanismes indépendants de contrôle, qui puissent être facilement exécutés, afin de s'assurer que tous les programmes et institutions compétents en matière de migration respectent intégralement le droit international relatif aux droits de l'homme;

k) De participer aux échanges internationaux et régionaux sur les migrations, qui incluent les pays d'origine, de transit et de destination;

5. *Prend note* avec satisfaction des mesures prises par plusieurs procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme et organes conventionnels, en vue d'une prévention efficace des violations des droits de l'homme des migrants, notamment par des déclarations et des appels urgents conjoints, et les encourage à poursuivre leur collaboration à cet effet, dans le cadre de leurs mandats respectifs;

6. *Demande* au Rapporteur spécial de continuer à accorder l'attention voulue à la question de l'exercice universel des droits de l'homme par tous les migrants;

7. *Encourage* les États et les organisations régionales et internationales à renforcer leur coopération avec le Rapporteur spécial;

8. *Décide* de rester saisi de la question.
